



Office of the Superintendent
of Bankruptcy Canada

An Agency of
Industry Canada

Heritage Place
155 Queen Street
4th Floor

Ottawa, Ontario
K1A 0H5

<http://osb-bsf.ic.gc.ca>

Bureau du surintendant
des faillites Canada

Un organisme
d'Industrie Canada

Place Héritage
155, rue Queen
4^e étage

Ottawa (Ontario)
K1A 0H5

<http://osb-bsf.ic.gc.ca>

Date: APR 30 2010

**To: OSB Staff, Trustees and
Registrars**

**Subject: Directive No. 29R2, *Advertising
by Trustees***

The Office of the Superintendent of Bankruptcy (OSB) has amended paragraph 6(b) of Directive No. 29, *Advertising by Trustees*, to replace the word "resident" with the word "non-resident." When the Directive was re-numbered and re-issued on August 14, 2009, part of the "non" in "non-resident" was inadvertently dropped in paragraph 6(b) of the English version of Directive. The omission of the word "non" is clearly an oversight since it appeared in paragraph 6 of Directive No. 30R issued on July 23, 1993, on the same topic. This error is also present in the French version of the Directive since the translator used the word "resident" to translate the document.

The omission has been corrected and the first portion of paragraph 6(b) has been replaced by the following: "(b) the advertising of a non-resident trustee office must always include the address of the principal place of business [...]."

Date : 30 AVR. 2010

**À : Employés du BSF, syndics et
registraires**

**Objet : Instruction n° 29R2, *Publicité par
les syndics***

Le Bureau du surintendant des faillites (BSF) a apporté une modification au paragraphe 6b) de l'instruction n° 29, *Publicité par les syndics*, afin de remplacer le mot "principal" par le mot "secondaire". Lorsque l'instruction a été numérotée et émise de nouveau le 14 août 2009, la partie « non » du terme « non-resident » a été omise par erreur au paragraphe 6b) de la version anglaise de l'instruction. L'omission de la partie « non » du terme est clairement une méprise, car elle figure au paragraphe 6 de l'instruction n° 30R émise le 23 juillet 1993 et qui porte sur le même sujet. Cette erreur s'est répercutée dans la version française, car le traducteur a utilisé le terme « principal » dans sa traduction du document.

Cet oubli a été corrigé et la première partie de la phrase au paragraphe 6b) a été remplacée par ce qui suit : "(b) la publicité d'un bureau secondaire de syndics doit inclure l'adresse du lieu d'affaires principal [...]."

Canada



Protecting the
Integrity of the
Insolvency System

Protéger l'intégrité
du système
d'insolvabilité

Coming into Force

The Directive No.29R2, *Advertising by Trustees* comes into force on April 30, 2010.

Enquiries

If you require further information, please do not hesitate to contact the OSB office nearest you.

Att.

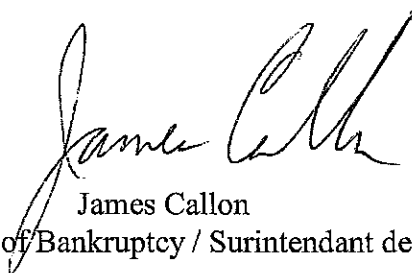
Entrée en vigueur

L'instruction n° 29R2, *Publicité par les syndics* entre en vigueur le 30 avril 2010.

Demande de renseignements

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec le bureau du BSF le plus proche.

p. j.



James Callon
Superintendent of Bankruptcy / Surintendant des faillites



Directive / Instruction

N° 29R2

ADVERTISING BY TRUSTEES

Issued: **APR 30 2010**

(Supersedes Directive No. 29 issued on August 14, 2009, on the same topic)

Interpretation

1. In this Directive,

“Act” means the *Bankruptcy and Insolvency Act*;

“OSB” means the Office of the Superintendent of Bankruptcy;

“Rules” means the *Bankruptcy and Insolvency General Rules*.

Authority and Purpose

2. This Directive is issued pursuant to paragraphs 5(4)(b) and (c) of the Act.

3. The purpose of this Directive is to outline the position of the Superintendent concerning advertising by trustees in general.

PUBLICITÉ PAR LES SYNDICS

Date d'émission : **30 AVR. 2010**

(La présente instruction remplace et annule l'instruction n° 29 sur le même sujet émise le 14 août 2009)

Interprétation

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente instruction :

«BSF» désigne le Bureau du surintendant des faillites;

« Loi » renvoie à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;

« Règles » s'entend des *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité*;

Autorité et objet

2. La présente instruction est émise en vertu des alinéas 5(4)b) et c) de la Loi.

3. La présente instruction vise à préciser la politique du surintendant quant à la publicité par les syndics en général.

Policy

4. When advertising their services, trustees shall always identify themselves as Trustee in Bankruptcy.

5. A trustee shall not advertise, directly or indirectly, in a manner that:

- (a) is false or misleading;
- (b) contravenes professional good taste or fails to uphold professional courtesy;
- (c) reflects unfavourably on the competence or integrity of any trustee;
- (d) refers to the trustee as a specialist in a particular industry or area of insolvency; or
- (e) involves a statement, the content of which the trustee cannot substantiate.

6. The following guidelines apply in all advertising by trustees:

- (a) trustees may advertise their services anywhere in Canada provided that their advertising indicates in which province and/or territory they are licensed, if the advertisement is outside the province and/or territory in which they are licensed;
- (b) the advertising of a non-resident trustee office must always include the

Politique

4. Lorsqu'ils annoncent leurs services, les syndicis doivent toujours s'identifier en tant que syndic de faillite.

5. Un syndic ne doit pas annoncer ses services, directement ou indirectement, d'une façon qui :

- a) soit fausse ou trompeuse;
- b) va à l'encontre du bon goût professionnel ou n'observe pas la courtoisie professionnelle de rigueur;
- c) peut être perçue comme portant atteinte à la réputation d'un autre syndic;
- d) mentionne que le syndic possède une spécialité dans un secteur d'activité ou un domaine particulier de l'insolvabilité; ou
- e) énonce une affirmation que le syndic ne peut justifier.

6. Les lignes directrices suivantes s'appliquent à toute publicité par les syndicis :

- a) Les syndicis peuvent annoncer leurs services n'importe où au Canada, mais la publicité doit préciser la province ou le territoire pour lequel ils détiennent une licence lorsque la publicité est fait hors de leur province ou territoire;
- b) la publicité d'un bureau secondaire de syndicis doit inclure l'adresse du lieu

address of the principal place of business from which an individual trustee normally practises and this address must be prevalent in the advertisement;

- (c) the advertising of a non-resident office must be done in a manner which will not convey to the public the impression that there is a resident individual trustee in that office;
- (d) in advertising, the name of trustees and full-time employees may appear and their status must be identified accordingly (i.e., trustee, estate administrator); and
- (e) it is permissible for trustees to use a logo to identify their firm.

7. Asset realization, contributions to the estate by the debtor as well as trustee's fees and expenses are governed by the Act, Rules, individual circumstances and orders of the Court. As these amounts are not predictable, it is difficult to conceive that this type of publicity would not be misleading. In any event, if charges and/or expenses are advertised, it must be done in conformity with the provisions of this Directive and with the standards described in Appendix A.

8. Subject to Directive No. 15, *Trustee Consultation Fees in Bankruptcies and Proposals*, it is acceptable for a trustee to advertise his or her fees in respect of a preliminary or initial consultation prior to bankruptcy.

d'affaires principal où un syndic particulier exerce normalement ses fonctions et cette adresse doit prédominer dans la publicité;

- c) la publicité d'un bureau secondaire ne doit pas donner l'impression au public qu'un syndic résidant y travaille à temps plein;
- d) le nom des syndics et de leurs employés à temps plein peut paraître dans la publicité, mais leurs fonctions doivent être précisées (p. ex., syndic, administrateur); et
- e) les syndics peuvent se servir d'un « logo » pour identifier leur bureau.

7. La réalisation des biens, les contributions à l'actif par le débiteur ainsi que les honoraires et débours du syndic sont régis par la Loi, les Règles, les circonstances individuelles et les ordonnances du tribunal. Comme ces montants ne peuvent être déterminés à l'avance, il serait difficile de concevoir une telle publicité qui ne serait pas trompeuse. Quoi qu'il en soit, si une publicité devait porter sur les charges ou déboursés, elle devra respecter les dispositions de la présente instruction et les normes de pratiques énoncées à l'annexe A.

8. Sous réserve de l'instruction n° 15, *Honoraires de consultation du syndic dans les faillites et les propositions*, il est acceptable pour un syndic d'annoncer le montant de ses honoraires pour une rencontre ou une consultation initiale avant la faillite.

9. The issuance of this Directive does not affect trustees registered under the Bankruptcy Assistance Program who participate in the said program by reason of a previously granted exemption.

Coming into Force

10. This Directive comes into force on April 30, 2010.

Enquiries

11. For any questions pertaining to this Directive, please contact your local OSB office.

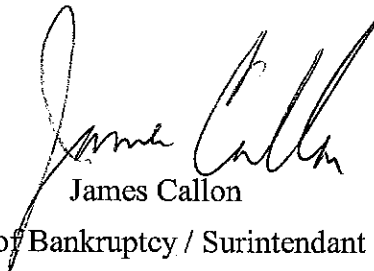
9. L'émission de la présente instruction n'affecte pas les syndics inscrits au Programme d'accès à la faillite qui participent à ce programme en raison d'une exemption obtenue antérieurement.

Entrée en vigueur

10. La présente instruction entre en vigueur le 30 avril 2010.

Demandes de renseignements

11. Pour toute question se rapportant à la présente instruction, veuillez communiquer avec le bureau du BSF le plus proche.



James Callon

Superintendent of Bankruptcy / Surintendant des faillites

**Canadian Association of Insolvency & Restructuring Professionals' (CAIRP) Bulletin
on Compliance in Advertising (October 2000)**

(Issued by the Professional Conduct Committee (PCC) in order to put all members and trustees on notice that several practices do not conform to the Directives and CAIRP's Rules)

1. False Names: It is the opinion of the PCC that placing an extra "A" in front of a firm's name contravenes paragraphs 5(a) and 5(b) of the Superintendent's Policy Statement 30R - Advertising by Trustees (*now subsection 5(a) and (b) of Directive No. 29*) and violates CAIRP's Rules as it is false advertising. Similarly, a standalone alphabetical listing under a name different from the firm's licensed name is unacceptable; *i.e.*, "Bankruptcy Boutique".

2. Principal Office: Another common fault that the PCC has found with advertising is that the principal place of business is not indicated where a firm lists several addresses but does not have a resident trustee at each of the locations listed in the ad. It would be acceptable to say "by appointment only" where the address is for a satellite or non-resident office. The wording of Directive No. 30R, paragraph 6 (c) (*now subsection 6(c) of Directive No. 29*) provides the best guidance as to what is intended by the Directive, "It should not convey to the public the impression that there is a resident individual trustee in that office."

One member has dealt with this very clearly by showing "Mr. CIRP trustee in bankruptcy" at his address and "Ms. EA, estate administrator" at his non-resident office address.

3. Exclusive Headings: The Superintendent's Directive requires that trustees must identify themselves as "trustee in bankruptcy" in their advertising. Several members have said that this is redundant when they are listing themselves under a Yellow Pages or a newspaper heading such as "bankruptcies - trustees", which is reserved only for trustees. On the other hand, trustees have complained to CAIRP that non-trustees have been allowed to place ads in these sections. As a result, the PCC has come to the conclusion that the requirement to use "trustee in bankruptcy", as required by Directive No. 30R (*now Directive No. 29*) should remain in this Directive. At the same time, it will be writing to the Yellow Pages Publishers to ask them to refuse any ads for this section unless the advertiser is identified as "trustee in bankruptcy". This will make it much easier to prevent non-trustees from advertising in these sections. Until now, the ads have been removed after the fact.

4. Estate Administrators: In keeping with the principle that the "bankruptcies- trustees" section is exclusively for trustees, the PCC asks that you remove any individual listings for estate administrators.

Directive / Instruction	Amendment / Modification	Page
29R2	2010	5

5. Photos: Photos of office staff or models without using names are acceptable. When names are used in the ad, the status and full name of the employee must be included. Most trustees take appointments under their corporate licence. When they put in their photo and feature their name prominently in a display ad, the name of their firm must be included.

6. Internet Listings: Internet listings constitute advertising and the content must comply with advertising standards.

7. Practical Experience: When ads refer to years of experience, the number of years should refer to the number of years the trustee has held his or her licence.

Bulletin de l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation (ACPIR) sur la conformité en matière de publicité (octobre 2000)

(Présenté par le Comité de la conduite professionnelle [CCP] afin d'informer tous les membres et syndicats de l'existence de plusieurs pratiques qui ne respectent pas les directives ou instructions et les Règles de l'ACPIR.)

1. Faux noms : Le CCP estime que l'ajout d'un « A » supplémentaire devant le nom d'un cabinet va à l'encontre des alinéas 5a) et b) de l'énoncé de politique 30R du surintendant - Publicité des syndicats (*maintenant les paragraphes 5 a) et b) de l'instruction n° 29*), ainsi que des règles de l'ACPIR/CAIRP, car il s'agit de fausse publicité. De la même façon, une inscription alphabétique isolée sous un nom différent de celui pour lequel le cabinet détient une licence, p. ex. « Bankruptcy Boutique » est inacceptable.

2. Bureau principal : Il arrive souvent qu'un cabinet énumère plusieurs adresses dans son annonce sans donner celle de son principal établissement alors qu'il ne compte pas parmi ses membres un syndic résidant à chacun des endroits énumérés, ce qui constitue une faute. Lorsque l'adresse concerne un bureau satellite ou secondaire, l'ajout des mots « sur nomination seulement » serait acceptable. Il convient à cet égard de se reporter à l'alinéa 6c) de la Directive 30R (*maintenant paragraphe 6 c) de l'instruction n° 29*), qui indique le mieux l'intention sous-jacente à la politique : « Elle ne doit pas donner l'impression au public qu'un syndic résidant y travaille à temps plein. »

Un membre a été très clair dans sa publicité en utilisant les mots « M. CIRP, syndic de faillite » pour l'endroit où il réside et les mots « M^{me} AE, administratrice d'actifs » pour son bureau secondaire.

3. Rubriques exclusives : Selon la Directive du surintendant, les syndicats sont tenus de se désigner à titre de « syndic de faillite » dans leur publicité. Plusieurs membres ont souligné que cette façon de procéder est redondante lorsqu'ils s'inscrivent sous une rubrique des Pages Jaunes ou d'un journal comme « Faillites - syndicats », qui est réservée uniquement à l'usage des syndicats. Par ailleurs, certains syndicats se sont plaints à l'ACPIR/CAIRP du fait que des personnes qui ne sont pas syndicats ont été autorisées à publier des annonces sous ces rubriques. Le CCP en est donc arrivé à la conclusion que l'obligation d'utiliser la désignation « syndic de faillite » conformément à la Directive 30R (*maintenant l'instruction n° 29*) devrait demeurer en vigueur. Au même moment, il écrira aux éditeurs des Pages Jaunes pour leur demander de refuser de publier toute annonce sous cette rubrique, à moins que l'annonceur ne soit désigné par les mots « syndic de faillite ». Si cette façon de procéder est utilisée, il sera beaucoup plus facile d'empêcher les personnes qui ne sont pas syndicats de s'annoncer sous ces rubriques. Jusqu'à maintenant, les annonces ont été retirées après coup.

Directive / Instruction	Amendment / Modification	Page
29R2	2010	7

4. Administrateurs d'actifs : Compte tenu du principe selon lequel la section « Faillites - syndicats » est réservée exclusivement à l'usage des syndicats, le CCP vous demande de retirer toute inscription individuelle qui concerne les administrateurs d'actifs.

5. Photographies : Il est permis de publier des photographies du personnel de bureau ou de mannequins sans utiliser les noms. Lorsque les noms figurent dans l'annonce, le poste et le nom au complet de l'employé doivent être indiqués. La plupart des syndicats acceptent des mandats en application de leur licence de syndic constitué en société. Lorsqu'ils publient leur photographie et placent leur nom en évidence dans une annonce, le nom de leur cabinet doit également figurer dans celle-ci.

6. Inscriptions dans une page ou un site web : Les inscriptions figurant dans une page ou un site web constituent une forme de publicité et le contenu doit respecter les normes relatives à la publicité.

7. Expérience pratique : Lorsque le nombre d'années d'expérience est indiqué dans les annonces, ce nombre devrait correspondre au nombre d'années au cours desquelles le syndic a détenu sa licence.